

Willem C.M. Meyers

LA « VLAAMSE LANDSLEIDING »

UN « GOUVERNEMENT » D'EMIGRES EN ALLEMAGNE
APRES SEPTEMBRE 1944

INTRODUCTION

Cette contribution à l'histoire de la collaboration flamande pendant la Seconde Guerre Mondiale couvre la période allant de la libération de la Belgique à la défaite allemande.

Lors de cette libération, un certain nombre de Flamands et de Wallons prirent la fuite vers l'Allemagne. Les collaborateurs français avaient déjà pris des précautions. Les collaborateurs hollandais le feront à leur tour. Une partie de ces réfugiés voulait continuer le combat pour la réalisation de leurs idéaux : une Flandre intégrée au monde national-socialiste était encore possible, croyaient-ils. Une défaite allemande était chose impensable. Il fallait donc élaborer des plans en vue de reconquérir et de réorganiser le pays après la « libération ».

C'est dans cette intention que naquit, sous la direction du Dr. Jef Van de Wiele, *Landsleider* de la *De Vlag*, une organisation, qui devait préparer cette libération. Elle avait également comme mission de rassembler tous les Flamands en Allemagne, tant les réfugiés que les ouvriers qui y travaillaient, et de soulager leurs besoins matériels dans le III^e Reich. Les efforts de cette organisation, la *Vlaamse Landsleiding*, en vue d'aboutir à l'unité, furent évidemment appuyés par les différentes instances allemandes. Pour d'autres réfugiés il importait surtout de se mettre en sécurité. Ils voulaient éviter les premières fureurs de la répression. La plupart du temps ils ne croyaient plus en une victoire allemande ou bien ils n'y attachaient plus d'importance. Néanmoins, on leur demandera en Allemagne, et ce dans le cadre de l'effort pour l'unité des

* Traduit du néerlandais par L. MICHIELS

Flamands, de jouer un rôle dans la *Landsleiding*. Certains furent d'accord, d'autres, tel le chef du VNV, le Dr. Elias, refusèrent, parce qu'ils ne voyaient plus l'utilité de continuer la collaboration.

Le but de notre contribution, tel que nous le concevons, est d'étudier les vicissitudes de ces deux groupes et plus particulièrement de la *Landsleiding*. Nous ne nous intéressons pas aux intentions allemandes concernant la *Landsleiding*, ou aux plans des Allemands en cas de reconquête de la Belgique. Les documents originaux illustrant ce problème n'ont été utilisés que pour autant qu'ils donnent des indications précises concernant les activités de ces Flamands en Allemagne.

Nous devons terminer cette introduction par des remerciements sincères à tous ceux qui ont eu la bonne grâce d'apporter de l'une ou l'autre façon leur concours en transmettant des documents et en accordant des interviews.

LIBERATION ET EVACUATION

La réussite du débarquement allié de juin 1944 en Normandie et surtout la progression des Alliés en France, eurent de grandes répercussions sur l'opinion publique dans notre pays. Bien entendu, la presse censurée rappelait inlassablement que la Wehrmacht cherchait de l'espace pour porter le coup fatal, que la retraite avait été prévue, que les Alliés subissaient des pertes énormes, mais cet optimisme imposé ne pouvait empêcher que tout le monde constatât la progression alliée, à travers les bulletins victorieux de la Wehrmacht.

La majeure partie de la population belge attendait impatiemment la libération. Les organisations de résistance s'étaient mises au travail, dès que les ordres de Londres leur étaient parvenus quant aux mesures à prendre en cas de débarquement allié. Les sabotages des chemins de fer, des lignes de communication, des usines se succédaient sans cesse. Les groupes de résistance se tenaient prêts, afin de pouvoir aider les troupes alliées lors des combats de libération (1).

Toutefois, certains espéraient encore une victoire allemande. Leur nombre s'était réduit considérablement, mais comme toujours dans des circonstances critiques, cette petite minorité était convaincue d'être dans le vrai. Parmi la population flamande, qui nous intéresse plus particulièrement ici, cet espoir se rencontrait essentiellement dans les milieux de la *De Vlag*, sous la direction du Dr. Jef Van de Wiele. Ce mouvement, d'orientation culturelle à l'origine (2), s'était, durant l'occupation, développé en un mouvement politique,

(1) H. BERNARD, *La Résistance 1940-1945*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1969 (2ème édition), p. 113-114.

(2) Le Dr. Elias parle d'un « Cercle de philologues » créée en 1936 et ayant sa revue propre, sans tendance ou signification politique. H.J. ELIAS, *25 jaar vlaamse beweging 1914-1939*, Antwerpen, De Nederlandsche Boekhandel, 1969, tome IV, p. 157.

pour lequel l'idée de base était devenue : une confiance absolue en Hitler, Führer du III^e Reich (3). Au début de l'occupation, le VNV avait espéré pouvoir, en tant que parti populaire, nationaliste, anti-démocratiquement structuré, aboutir à une coopération heureuse, tant pour la Flandre que pour le VNV, avec l'occupant. La position de la *De Vlag* avait toutefois acculé de plus en plus le VNV à la défensive (4). En juillet 1944, lors de la création de la *Zivilverwaltung* (5),* l'occupant avait pratiquement renié le VNV en tant que force politique (6). Les « emballements » thiois, la sujétion cléricale et l'accentuation trop manifeste du caractère flamand, avaient fait perdre au VNV tout crédit auprès des SS et du parti national socialiste (7) attachés à l'intégration dans la grande unité germanique. Au sein même du VNV, certaines voix s'étaient déjà élevées en faveur de la dissolution du Mouvement (8). On décida finalement de continuer, ne fût-ce que pour les combattants du front de l'Est, engagés par le VNV. L'idée, selon laquelle tout n'avait quand même plus d'importance, joua peut-être également. D'ailleurs, après avoir propagé le « deuxième activisme », il n'existait plus aucune possibilité de maintien pour le VNV dans une Belgique libérée. Lors du débarquement en Normandie, le VNV pensa qu'il était trop tard de toute façon pour passer à la dissolution, et le Dr. H. Elias, chef du VNV, fit encore officiellement appel aux membres de son parti afin qu'ils contribuent à maintenir l'ordre et à résister à l'ennemi (9). Cet appel explique également la prestation de serment de la Garde

(3) Voir les positions de la *Vlaamsch-Duitsche Arbeidsgemeenschap*, dont les exigences étaient : 1. Fidélité inconditionnelle au national-socialisme ; 2. Fidélité inconditionnelle au Reich ; 3. Fidélité inconditionnelle au Führer. (*Balming*, 30 mai 1943, *DeVlag*, juin 1943, p. 606.

(4) (RAYMOND DE BECKER), *La collaboration en Belgique (1940-1944) ou une révolution avortée*, Bruxelles, CRISP, 1970, p. 19-20. Egalement H. TODTS, *Hoop en wanhoop der Vlaamsgezinden*, Leuven, Davidsfonds, (1955 ?), p. 28-31.

(5) Pour les dessous de ce changement de régime, voir Dr. A. DE JONGHE, *L'instauration d'une « Zivilverwaltung » en Belgique et dans le Nord de la France. La discussion finale au quartier-général du Führer le 12 juillet 1944 (Document)*, dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale*, I, 1970, p. 67-129.

* Voir l'index des termes allemands en fin d'article.

(6) *Ibidem*, p. 127. Himmler souligne l'importance de la *DeVlag* pour la politique allemande : « Mit den von der DeVlag zur Verfügung gestellten Leuten müssten wir die Männer des V.N.V. vornehmlich aus den Verwaltungsstellen allmählig verdrängen ».

(7) Communication du Dr. J. Van de Wiele, 21 décembre 1971 (cité désormais JVDW). Interview de Edg. Delvo, 30-31 août 1971, complété le 17 janvier 1972 (cité ci-après ED).

(8) E. DE V., *Dr. Elias. V. Tussen hangen en wurgen, 't Pallieterke*, 9 octobre 1969.

(9) *Ibidem*.

Flamande (10) et de la Brigade de Garde Flamande (11) à *Adolf Hitler, der Germanische Führer*.

Au mois d'août l'atmosphère était devenue très peu sûre dans le pays. Des attentats contre les adeptes de l'Ordre Nouveau suscitérent par voie de conséquence de violentes « actions de contre-terreur » : Meensel-Kiezegem, le 1 et le 11 août, Charleroi le 18 août (12). Les représailles officielles qui furent prises sur ordre du *SS-Gruppenführer* Jungclaus, *Höherer SS- und Polizeiführer* (HSSPF), après le meurtre du bourgmestre rexiste de Charleroi Englebin, de sa femme et de son fils, c'est-à-dire l'exécution de 20 « otages-terroristes », étaient déjà suffisamment sérieuses en soi (13). Néanmoins, des

(10) La « Garde Flamande » (*Vlaamsche Wacht*) fut créée au cours de l'année 1941, lorsqu'un grand nombre de *Landeschützenbataillone* furent transférés de la Belgique occupée vers l'Est. Afin de remédier à cette diminution du personnel, la *Militärverwaltung* fit appel à des officiers, sous-officiers et anciens soldats flamands. Ils furent recrutés essentiellement dans les milieux de la VOS (Anciens combattants flamands) et du VNV. La Garde Flamande ne serait utilisée que pour des objectifs de surveillance. En 1943, l'unité était composée de 3 sections, comprenant 12 compagnies, au total 2.209 hommes. Comme pendant on créa également une « Garde Wallonne ». Voir *Einsatz von Landeseinwohner in unmittelbaren Wehrmachtsdiensten*, rapport du chef de la *Militärverwaltung* en Belgique du 22 juin 1943 (GRMA, T. 175, R. 80, fr. 26000715-26000731). A partir de juin 1944, la Garde Flamande prêta serment au Führer dans le cadre du *Schutz der Angehörigen der Erneuerungsbewegungen im Spannungsfall*. Le 1er juillet 1944, 1.687 membres de la Garde Flamande avaient déjà prêté serment, ce qui représente 73 % du nombre total. *Tätigkeitsbericht Militärverwaltungschef*, n° 30, GRMA, T. 501, R. 106, fr. 001155-001157).

(11) L'origine de la brigade de Garde Flamande (*Vlaamsche Wachtbrigade*) se trouve dans une unité qui fut créée en octobre 1941, par C. Turcksin. En raison des contacts avec le *Luftgaukommando Belgien und Nordfrankreich*, Turcksin s'était engagé à créer une unité de surveillance pour les aérodromes et les usines qui travaillaient pour ce même *Luftgaukommando*. Des travailleurs favorables au VNV, venant essentiellement de la *Dietse Militie - Zwarte Brigade*, s'engagèrent par un contrat de travail. En octobre 1942, cette unité reçut le nom de « Garde des usines » et à partir du 4 juin 1943, elle devint la « Brigade de Garde Flamande », ayant le statut de *Wehrmachtsgeloge*. A cette époque, l'unité se composait de 3 bataillons, comprenant chacun 4 compagnies, et comptant 3.362 hommes en tout. (Voir *Einsatz von Landeseinwohner...* cité à la note 10). Le 2 juillet 1944, le serment au Führer fut prêté (*Volk en Staat*, 6-7 août 1944). Turcksin annonça également la création d'une *Flakbrigade*, pour laquelle on fit appel à des volontaires de la « Brigade de Garde Flamande ». Les membres de la *Flakbrigade* portaient l'uniforme de la *Luftwaffe* et avaient le statut de *Wehrmachtangehörige*, c.-à-d. qu'ils étaient considérés juridiquement comme des membres de la *Luftwaffe* (réponse de C. Turcksin à l'auteur, 16 novembre 1971. Ci-après CT).

(12) H. BERNARD, *op. cit.*, p. 116.

(13) P. DELANDSHEERE - A. OOMS, *La Belgique sous les nazis*, Bruxelles, L'Édition universelle, 1945, 8°, 4 vol. Pour cet article nous employons le volume IV. (Cité ci-après DELANDSHEERE-OOMS, IV). Ici IV, p. 224 et 236-241. Depuis 1942, R. Jungclaus était le représentant direct de Himmler en Belgique. En tant que chef de la *Dienststelle Jungclaus* il avait tous les pouvoirs pour les efforts de germanisation en Belgique grâce à la *Germanische Leitstelle* qui organisait et soutenait l'*Algemene SS-Vlaanderen*, les *Waffen-SS* et les activités culturo-scientifiques de *Das Ahnenerbe* (A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 115, note 24). Le 1er août 1944, Jungclaus reçut sa nomination de HSSPF, et à partir du 14 août il devint également *Wehrmachtbefehlshaber*. (Voir *Gesamttbericht des Wehrmachtbefehlshabers und Höheren SS- und Polizeiführers Belgien und Nordfrankreich*. (rapport final) rédigé à Bergisch-Gladbach le 25 octobre 1944 par le *SS-Untersturmführer* Stöhr, adjoint de Jungclaus. Ce rapport de 17 pages contient tous les faits, vu du côté allemand, de la libération de la Belgique et de l'évacuation qu'elle impliqua. Ce document, conservé au Centre sous la référence BDC II, sera cité dorénavant *Gesamttb. Wehrmachtbfh.*).

Rexistes de la Brigade Z, décidèrent encore d'autres représailles : 27 personnes furent assassinées à Charleroi et dans les environs.

Junglaus intervint de façon énergique : pour tout attentat, des suspects et des otages furent fusillés. Des « mesures de contre-terreur » furent prises. Estimant que la police et la gendarmerie belges n'intervenaient pas assez énergiquement, et ne disposant pas lui-même de suffisamment de troupes de police, le HSSPF fit appel au *Sicherheitskorps*, créé en juillet 1944 et composé essentiellement de membres de l'*Algemene-SS-Vlaanderen* et de quelques partisans acharnés d'autres mouvements d'Ordre Nouveau (14). Ainsi se développa une atmosphère de guerre civile (15). La situation devint chaotique et s'aggrava encore par le retrait des troupes allemandes de France, une retraite qui prit souvent des allures de débandade (16).

Toutes ces circonstances firent que l'on commença à penser à l'évacuation. Dès le 15 août, le Dr. J. Van de Wiele, *Landsleider* de la *De Vlag*, engagea des pourparlers avec les différentes *Kreiskommandanturen* en vue d'organiser l'éventuelle retraite des membres de la *De Vlag*. En effet, on craignait encore que les Alliés débarquent sur la côte de la Mer du Nord (17). Pour les partisans des mouvements d'Ordre Nouveau la question par excellence était : les Allemands résisteront-ils en Belgique ? Les réponses étaient assez divergentes. Le 31 août, le secrétaire-général à l'Intérieur Romsée put déclarer, lors d'une réunion des secrétaires généraux, qu'une éminente personnalité allemande lui avait communiqué que les Allemands évacueraient la Belgique sans combattre (18). Toutefois, d'après le Dr. Van de Wiele, Reeder déclara que des combats seraient livrés, tandis que Junglaus était au contraire convaincu que la percée des Alliés n'était qu'une question de jours, voire d'heures. La résistance allemande s'écroulerait immédiatement. D'ailleurs, aucune ligne de défense n'était organisée dans le Nord de la France (19).

Le 31 août, Junglaus envoya au *Reichsführer-SS* (RFSS) Himmler un télégramme dans lequel il énumérait les différentes mesures qu'il avait prises en raison des événements (lire : la prochaine évacuation totale des Allemands de Belgique) :

1. Tous les services non nécessaires à la guerre étaient dissous ;
2. Les femmes et les enfants de l'*Auslandorganisation* (AO), organisation nazie des Allemands à l'étranger, et le personnel féminin de tous les services allemands étaient évacués en trains spéciaux vers l'Allemagne ;
3. Les hommes, ayant déjà une instruction militaire, étaient ajoutés aux *Sicherungs- und Schützenbataillone*, dont Junglaus disposait. Les recrues allemandes étaient mises à la disposition de la 15^e Armée pour leur instruction ;

(14) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 2.

(15) P. STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, Les éditions Lumière, 1945, p. 179.

(16) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 262.

(17) JVDW.

(18) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 270.

(19) JVDW.

4. A Bruxelles, le personnel militaire disponible était concentré en deux endroits ;
5. Les *Sicherungs- und Schützenbataillone* recevaient une plus grande mobilité, grâce aux 15.000 bicyclettes qui venaient en partie d'un dépôt de l'Organisation-Todt (OT) et en partie de réquisitions (20).

Le 1^{er} septembre Jungclaus envoya un second télégramme à Himmler :

Militärische Lage erforderte Abtransport erneuerungsbereiter Flamen und Wallonen, besonders Angehörige der SS-Freiwilligen der Waffen-SS, Landeseigener Verbände, exponierter Persönlichkeiten. Verschaeve, Familie Degrelle und Van de Wiele bereits im Reich. Abtransport wegen Eisen-sabotage, Tieffliegerangriffe, Mangel ausreichender Transportmittel äusserst schwierig... (21).

Quelle fut la réalisation pratique des mesures annoncées par ces deux télégrammes ? Un de ces services non nécessaires à la guerre était *Das Abnenerbe Germanische Wissenschaftseinsatz. Aussenstelle Flandern*. Cette institution, située à Bruxelles, avait reçu, en tant que partie du *Germanische Leitstelle*, mission de promouvoir la germanisation de la vie culturelle et scientifique en Flandre et en Wallonie. La direction en était assumée par le *SS-Untersturmführer* Dr. Augustin, qui supervisait le fonctionnement de la *Germaanse Werk-gemeenschap Vlaanderen* et du « Centre de Recherches wallonnes ». Tout au début de septembre, Augustin reçut l'ordre de mettre en lieu sûr le matériel important des institutions dont il s'occupait. Un camion de la *Rasse- und Siedlungsamt* de Bruxelles fut mis à sa disposition. Des autorisations de voyage furent délivrées aux plus anciens collaborateurs, pour autant qu'on pût les atteindre et qu'ils fussent disposés à partir. Les autres membres du personnel devaient partir par un transport organisé. Le matériel qui ne pouvait être emmené devait être détruit (22). Il s'agissait d'une règle générale. Les archives principalement ne pouvaient pas rester dans le pays (23). Tous les services allemands brûlèrent les papiers qui ne pouvaient être emportés (24).

Le *SS-Ersatz-kommando Flandern* qui, tout comme le *Wallonien*, disposait d'importantes archives, notamment sur les candidats-volontaires, les volontaires

(20) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 8.

(21) Situation militaire nécessitait évacuation partisans flamands et wallons de l'ordre nouveau, plus particulièrement familles volontaires Waffen-SS, formations militaires flamandes et wallonnes, personnalités menacées. Verschaeve, famille Degrelle et Van de Wiele déjà dans le Reich. Evacuation très difficile pour cause de sabotages aux chemins de fer, attaques de chasseurs-bombardiers, manque de moyens de transport. — *Idem*, p. 10.

(22) *Jahresbericht* de *Das Abnenerbe, Dienststelle Flandern*, rédigé à Berlin, par le Dr. Augustin, le 17 novembre 1944 (*GRMA*, T. 175, R. 166, fr. 2698800-2698812. Egalement au Centre sous la référence BDC XV, 3). Concernant *Das Abnenerbe* comme centre de recherches aryens et national-socialiste, voir JOSEF ACKERMANN, *Himmler als Ideologe*, Göttingen, Musterschmidt, 1970, p. 43-44.

(23) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 11 : « ... dass von keiner Dienststelle irgendwelche Unterlagen über erneuerungswillige Flamen oder Wallonen oder Familien der Angehörigen der Waffen-SS zurückgeblieben sind... ». (... aucun service n'a abandonné des documents concernant les Flamands et Wallons, partisans de l'Ordre Nouveau, ou les familles des volontaires Waffen-SS... »).

(24) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 265.

et leurs familles, reçut des camions pour transporter toutes ses archives en Allemagne et plus particulièrement à Bergisch-Gladbach (25). Une mesure analogue fut également prise dans les groupes de collaboration : ce qui ne pouvait être emporté, était détruit (26). Les membres des deux *Ersatzkommandos* devaient travailler en coopération avec les membres de la *De Vlag* et les Rexistes, afin d'aider à l'évacuation (27). Les cadres de la *De Vlag* reçurent l'ordre de quitter la Belgique avec les Allemands (28). Les *Werbstellen*, protégés par les membres de la *1. flämische SS-Standarte* (29), servirent de lieux de ralliement. Ensuite, on se dirigea vers Bruxelles, où des trains spéciaux et des colonnes de camions furent mis à la disposition (30). Des trains partirent également de Gand, et plus encore d'Anvers (31). Le personnel féminin de la *Zivilverwaltung* avait déjà quitté Bruxelles dans la nuit du 28 au 29 août. C'est le soir même qu'il avait reçu l'ordre de boucler les valises (32).

La mainmise précitée sur les bicyclettes se fit également, mais la plupart du temps de façon peu orthodoxe. C'est ainsi que la plupart des cyclistes, dès qu'ils surent que les Allemands voulaient mettre la main sur les vélos, préférèrent, s'il s'avérait indispensable de se déplacer en ces moments de fièvre et de chaos, le faire à pied (33).

Les familles des volontaires SS flamands furent mis tant que possible sous la protection du *SS-Obersturmführer* Jef François, à l'époque officier de liaison du *SS-Führungshauptamt* auprès de la *6. (Flämische) SS-Freiwilligen-Sturmbrigade Langemarck*, et du *SS-Obersturmführer* Paul Suys, chargé de la « Prévoyance », aide et soutien aux familles de ces volontaires. Au courant du mois d'août, ces deux officiers avaient reçu à Berlin mission de se rendre à Paris. Arrivés à Bruxelles, il apparut impossible de poursuivre le voyage pour la capitale française (Paris fut libéré le 25 août 1944). Jungclaus leur donna alors l'ordre de s'occuper de l'évacuation des familles des volontaires SS. Ceux qui voulaient ou pouvaient encore être atteints, devaient se rendre à Maaseik (34).

A cette époque, le Limbourg était considéré comme une des seules régions tranquilles de Belgique. Il entra dans les intentions des Allemands de construire une ligne de défense, basée sur le canal Albert (35). Dès lors, les Flamands, qui ne se sentaient pas particulièrement attirés par l'idée de vivre la libération, partirent comme ils le purent pour le Limbourg. Certains se dépla-

(25) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 10. L'*Abwicklungsstelle* des services qui dépendaient du *HSSPF Belgien und Nordfrankreich* fut installé à Bergisch-Gladbach après l'évacuation.

(26) Toutes les archives de la *DeVlag* ont été détruites ou emportées (JVDW).

(27) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 10-11.

(28) JVDW, Communication de P. Le Roy, 21 janvier 1972 (ci-après PLR).

(29) Cela se passa ainsi au Limbourg. Voir *SS-Sturm 16/1 evacueert* de Herman V.d.M., dans *Balming*, 9 décembre 1944 (seul numéro conservé de cet hebdomadaire qui paraissait en Allemagne après la libération de la Belgique).

(30) *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 11.

(31) JVDW.

(32) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 263.

(33) *Ibidem*, p. 262-263.

(34) Interview de J. François, 7 juin 1971 (cité ci-après JF).

(35) *Idem*, également *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, p. 7 et 15.

cèrent en bicyclette (36), d'autres prirent les trains spéciaux prévus à leur intention. D'autres encore durent organiser eux-mêmes le transport pour leur famille et leurs amis (37). Au Limbourg, on commença à emballer dans l'après-midi du dimanche 3 septembre. Un pensionnat pour jeunes filles à Overpelt, fut employé comme premier point de ralliement (38). La panique grandissait au fur et à mesure que les Alliés progressaient (39). Le 2 septembre 1944, Jungclaus avait déjà reçu un message disant que les Alliés se trouvaient aux portes de Mons (40). Toutefois certaines personnes ne semblaient pas disposées à partir, jusqu'au moment où elles furent avisées, soit par les autorités allemandes, soit par des amis, que leur présence dans l'euphorie de la libération n'était pas indiquée. Le Dr. Rob Van Roosbroeck alla encore demander au Dr. Seyffert, *Verwaltungschef* de la ville d'Anvers (41), ce qu'il pouvait faire dans les circonstances présentes en tant qu'échevin de l'instruction publique. Seyffert fut étonné de trouver Van Roosbroeck encore à Anvers. En effet, son nom avait déjà été cité à maintes reprises à « Radio Londres » et Seyffert ne pouvait interpréter favorablement ces allusions (42). Dès lors Van Roosbroeck partit d'Anvers le 3 septembre avec un des derniers trains (43).

L'abbé C. Verschaeve, président du Conseil culturel flamand, avait déjà quitté Bruxelles le 31 août à destination de l'Allemagne. Canaris, chef du *Sicherheitsdienst* (SD) à Bruxelles, considéré par Verschaeve comme un véritable ami des Flamands (44), lui avait envoyé le 27 août une lettre — reçue

(36) Communication de R. Van Hulse, 28 janvier 1972 (cité ci-après RVH).

(37) C'est ainsi que Pol Le Roy, chef de la formation idéologique de la *DeVlag*, dut employer un camion de déménagement pour pouvoir quitter Tervueren le 1er septembre, avec un petit groupe d'une vingtaine de personnes dont des femmes et des enfants (PLR).

(38) Voir *SS-Storm 16/1 evacueert* (cité à la note 29).

(39) Une description de l'atmosphère régnant durant l'évacuation d'Anvers, peut être trouvée dans *Een tijd voor Wolven*, Brecht-Antwerpen, 1970, 8°, 160 p. ; surtout aux pp. 76-85. L'auteur, JET JORSSEN, a connu elle-même cette période pénible en Allemagne, après la libération de la Belgique (Communication Jet Jorssen, 26 novembre 1971). L'atmosphère à Bruxelles est décrite dans DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 266.

(40) *Gesammtb. Wehrmachtbfh.*, p. 3 : « ... Am 2.9.1944 wurde gemeldet dass der Feind bei Mons stehe ».

(41) Successeur du Dr. Delius à Anvers, qui devait aider et diriger l'administration communale.

(42) Emission n° 4 du samedi 19 août 1944 de la Radio-diffusion nationale belge, émissions flamandes : *Een bijdrage van de Heer Camiel Huysmans over de Quisling Van Roosbroeck* (Fonds de la Belgische Nationale Radio-omroep (BNRO), conservé au Centre).

(43) Communication du Dr. Rob. Van Roosbroeck, 4 mars 1971 (cité ci-après RVR, 4 mars 1971).

(44) ARTHUR DE BRUYNE, *Hendrik de Man — Cyriel Verschaeve*, (De Panne), West-pocket, 1969, 8°, p. 262-263. CYRIEL VERSCHAEVE, *Verzameld werk*, Brugge, De Zeemeeuw, 1954-1961, 8°, 8 volumes. Le volume VIII nous intéresse plus particulièrement pour cet article. Les mémoires de C. Verschaeve sont publiés aux pp. 479-846. Ces mémoires retracent les années 1940-1945, et comportent une introduction écrite par Verschaeve après la capitulation de l'Allemagne. Ce texte nous permet de comprendre l'attitude et les opinions de Verschaeve concernant la collaboration (cité ci-après C. VERSCHAEVE, VIII). L'avis sur Canaris se trouve à la p. 490.

le 29 — dans laquelle il insistait pour que Verschaeve parte : *red U zelf voor een noodzakelijke taak* (45). Le vieux prêtre, qui craignait ce long voyage, partit pour Bruxelles le 30 août. Après un bref séjour chez le *Landsleider* de la *De Vlag* à Tervuren et après un entretien avec Jungclaus, qui lui assura qu'il ne s'agissait que d'une mesure temporaire, il fut conduit à Weimar (46).

Le Dr. Elias, chef du VNV, fut également prévenu par le SD qu'il était préférable de quitter la Belgique. A cette époque, la direction du VNV a voulu atteindre le plus de membres possible, afin de les prévenir que la fin de l'occupation allemande était imminente et qu'existait le risque d'une seconde « chasse aux activistes ». « Pour celui qui s'estimait compromis, il était préférable de partir, pour les autres, de rester » (47). Le Dr. Elias partit pour Hasselt en compagnie des membres de son état-major, dont faisaient partie notamment Ernest Vanden Berghe, ex-secrétaire général du VNV, Karel Lambrechts, chef du service de propagande, Joris Vansteenland, commandant-général de la *Dietse Militie - Zwarte Brigade*, G. Stuyck, secrétaire d'Elias et Albert Deckmijn, rédacteur en chef du *Nationaalsocialist*, hebdomadaire du Mouvement. Ensuite, ils partirent pour Nimègues. Le groupe n'était pas enclin à se rendre en Allemagne, l'enthousiasme pour la collaboration avec les Allemands avait disparu depuis longtemps. Toutefois, il apparut impossible de continuer plus au nord (48). Certaines instances allemandes n'appréciant pas particulièrement la présence du VNV parmi les évacués, le groupe fut contraint d'entrer de façon camouflée en Allemagne. Cela put se faire, grâce à l'aide de C. Turcksin, commandant de la *Flakbrigade* (49).

Edgard Delvo, chef de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (UTMI) reçut un coup de téléphone du Dr. Voss, représentant du *Deutsche Arbeitsfront* (DAF) - *Dienststelle Hellwig* à Bruxelles : « Monsieur Delvo, il est grand temps ». Le Dr. Voss lui signala que ses services étaient transférés à Spa. A la question de savoir si cela équivalait à la capitulation, Voss répondit : « Non, la guerre continue, mais la Belgique sera évacuée ». Dès lors, Delvo prit contact avec les dirigeants de l'UTMI qu'il put atteindre, pour leur communiquer qu'il partait également en Allemagne. On s'était déjà réuni antérieurement au sein de la direction de l'UTMI, lorsqu'il était apparu que le débarquement allié en Normandie était réussi, afin de définir la position à prendre. La conclusion en avait été : personne n'est obligé d'accompagner les Allemands. Celui qui voulait rester, le pouvait. On lui paierait trois mois de salaire (50). La comptabilité, les archives et les fonds de l'UTMI devaient

(45) « Sauvez-vous pour une tâche nécessaire ». *Ibidem*.

(46) Lettre de M. Van de Walle à l'auteur, 12 janvier 1972. M. Van de Walle est administrateur du fonds Jozef Lootens à Bruges, qui gère les archives de C. Verschaeve et qui veut publier *Verschaeviana*, publications scientifiques pour l'étude de Verschaeve et de ses contemporains. Egalement *C. Verschaeve Verzameld Werk*, Volume I : DIRK VANSINA, *Verschaeve getuigt* (cité ci-après C. VERSCHAEVE, I), ici p. 807.

(47) Communication du Dr. Elias, 17 février 1971 (cité HJE).

(48) E. D. V., *Dr. Elias. VI. Het einde van het spel, 't Pallieterke*, 16 octobre 1969.

(49) *Ibidem* — Egalement HJE, CT.

(50) Jusqu'au 3 septembre 1944, le *Fürsorgekommando der Waffen-SS* avait également payé trois mois de soutien aux familles des volontaires SS qui venaient se présenter. *Gesamtb. Wehrmacht/bh.*, p. 11.

rester sur place, afin que la reprise en charge éventuelle par des personnes non-membres de l'UTMI puisse s'effectuer aisément et que plus tard les différentes responsabilités puissent être vérifiées. Après le coup de fil du Dr. Voss, Delvo avertit donc ses collaborateurs et leur communiqua qu'ils devaient se rendre à Liège ou à Spa. Delvo partit lui-même pour Spa. Quand il y arriva, il constata que les Allemands étaient déjà partis plus loin. Delvo aboutit finalement en Allemagne, via Liège, où il fut aidé par les Rexistes (51).

Van Coppenolle, commandant de la gendarmerie, fut également invité à partir en Allemagne ; l'avertissement lancé était le suivant : « Ne vous faites pas abattre par la populace » (52). Même des membres de la résistance conseillèrent parfois à des amis pour lesquels ils craignaient des difficultés lors de la libération, suite à leur collaboration réelle ou non, de se faire oublier pendant quelque temps (53).

Dans la plupart des cas, le transport des « collaborateurs » en fuite ne se déroula pas de façon idéale. Les trains, qui leur étaient destinés en théorie, étaient formés, mais les machinistes des locomotives n'étaient souvent pas disposés à partir pour l'Allemagne (54). Ils se rendaient également compte que la libération était imminente (55). En outre, il fallait également compter avec la désorganisation du réseau ferroviaire, due aux sabotages des organisations de résistance et aux bombardements de l'aviation alliée (56). Le transport par route était également rendu difficile par les attaques des chasseurs-bombardiers alliés et surtout par l'ampleur de la circulation (57). Les troupes allemandes en retraite, qui ne ressemblaient plus guère aux armées disciplinées qui avaient envahi la Belgique en 1940, provoquèrent un trafic intense sur presque toutes les routes menant en Allemagne.

Pour les réfugiés flamands, les difficultés surgirent surtout à la gare terminale de Maaseik, où arrivaient la majeure partie des trains, essentiellement en provenance d'Anvers. L'embouteillage y était tel que certains trains durent rebrousser chemin pour entrer en Allemagne par Tongres et Visé (58). Les colonnes de voitures furent également dirigées sur Maaseik, ce qui provoqua une énorme concentration de voitures et de réfugiés (59). Le problème essentiel était de convaincre les Allemands qui gardaient les ponts sur la Meuse

(51) ED.

(52) ARTHUR DE BRUYNE, *De Kwade Jaren*, tome II, *Van Coppenolle*, p. 140-141.

(53) Réponse de A. Samijn à l'auteur, 22 janvier 1972 (ci-après AS).

(54) J. JORSSEN, *op. cit.*, p. 82-83. Abstraction faite de l'aspect « roman », la valeur documentaire de cette œuvre est basée sur des faits réels.

(55) Grâce à la non-coopération et surtout à l'opposition consciente des cheminots, le « train-fantôme », dernier convoi de prisonniers politiques qui devait quitter Bruxelles-Midi le 2 septembre 1944, n'arriva pas plus loin que Malines et revint à Bruxelles le 3 septembre, ce qui, après pression sur Junglaus, provoqua la libération des prisonniers (H. BERNARD, *op. cit.*, p. 117). Le point de vue allemand, quelque peu différent, se trouve à la page 7 du *Gesamtb. Wehrmachtbfh.*, où l'on souligne surtout l'intervention du Prof. Wachsmuth, médecin-chef du *Chirurgisch Sonderlazarett, Brüssel*.

(56) H. BERNARD, *op. cit.*, p. 111. DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 247.

(57) DELANDSHEERE-OOMS, IV, p. 277.

(58) JVDW.

(59) Quelques milliers de personnes au moment où A. Samijn était à Maaseik (AS).

et sur le canal Juliana de ne pas les faire encore sauter (60) et de faire passer le plus rapidement possible les réfugiés vers Susteren, dans le Limbourg hollandais. Là, un gîte provisoire pouvait être trouvé, grâce surtout à l'aide du bougmestre NSB, qui réquisitionna même des chambres chez les particuliers. Les organisations qui devaient diriger l'évacuation n'avaient pas pris de mesures à ce sujet (61). Les habitants de Susteren ne furent pas très enthousiastes (62). Ensuite les évacués furent dirigés en train ou en voiture vers des camps d'accueil en Allemagne (63).

Pour la plupart des réfugiés le passage de la frontière n'occasionna aucune difficulté. Il suffisait de montrer les ordres de marche, s'ils en avaient reçus, ou les cartes d'identité pour être admis en Allemagne (64). Les autorités allemandes avaient d'ailleurs reçu des directives pour accueillir les réfugiés et pour les traiter avec égard. Un télégramme du 2 septembre du Dr. Halm, rapporteur auprès du Ministère de l'Information et de la Propagande, aux bureaux de propagande du Reich à Cologne et à Düsseldorf, donnait des directives précises : *Es muss mit einen grösseren Fluchtlingstrom aus Flandern und Wallonien gerechnet werden. Da er sich meistens um die flämischen Angehörigen von Männer der Waffen-SS, O.T., NSKK, etc... handelt, ist eine besondere Betreuung erforderlich* (65). En outre, il était stipulé que le délégué de la *Nationalsozialistische Volkswohlfahrt* (NSV) à Cologne, Müllenmeister, était chargé de l'aide et du transport ultérieur des réfugiés. La *De Vlag* et la *De Wag* (66) accordèrent leur collaboration. Le SD donna également des ordres pour accueillir les réfugiés dans le IIIème Reich et pour les diriger vers les centres d'accueil (*Sammellager*). Les termes du dernier alinéa du télégramme envoyé par le *SD-Abschnitt Köln* aux *Aussenstellen* Malmédy, Eupen, Schleiden, Aachen et Erkelenz sont plutôt menaçants : *Ausserdem ist darauf zu*

(60) JF.

(61) Communication du Dr. Rob van Roosbroeck, 2 février 1972 (cité ci-après RVR, 2 février 1972). Le Dr. Rob van Roosbroeck a noté en mai 1945 ses mésaventures durant la période traitée dans un manuscrit intitulé *Het Ondergaande Rijk*. Il en a ployé le manuscrit pour écrire, sous le pseudonyme de J.R. Hermans, le livre « *VERSCHAEVE, Mijn enig Vlaanderen, vaar wel!* », Antwerpen, Boekengilde Brederode, 1952, 191 p.

(62) « Le petit village hollandais de Susteren, où nos gens attendaient par milliers un lit ou une paille, vibré de façon inquiétante sous le passage incessant des camions, des voitures, des charrettes et des sabots de chevaux. À la nuit tombante, les hommes allaient de porte en porte afin de trouver un endroit où héberger quelques jeunes mères et quelques malades. Mais dans ce village hostile, les portes et les cœurs restaient la plupart du temps impitoyablement fermés ». — Extrait de l'article *Voor de Vrouw. Een Vlaamse Moeder*, par G.B., dans *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945.

(63) RVR, 4 mars 1971 ; PLR ; AS.

(64) AS ; ED.

(65) « Il faut envisager une grande affluence de réfugiés flamands et wallons. Puisqu'il s'agit essentiellement de familles de volontaires SS, OT, NSKK, etc..., un accueil favorable est souhaitable ». Communiqué par le Dr. A. De Jonghe. Le Dr. A. De Jonghe a eu la gentillesse de mettre à la disposition de l'auteur quelques documents, provenant de l'*Auswärtiges Amt* à Bonn et qui seront publiés par ses soins dans le cadre de l'édition des documents relatifs à la *Belgienpolitik*.

(66) *De Wag* est la *Deutsch-Wallonische Arbeitsgemeinschaft*, pendant wallon de la *De Vlag*.

achten, ob die zurückflutende Angehörigen der Erneuerungsbewegungen zweckentsprechend betreut und gesteuert oder ob ihnen beim der Einreise im Reich Schwierigkeiten gemacht werden (67). Vers le 15 septembre la majeure partie de la Belgique était libérée et le flot de réfugiés s'arrêta complètement. En fin de compte, quelque 15.000 Flamands furent évacués vers l'Allemagne dans ce court laps de temps (68).

ACCUEIL DES REFUGIES

L'Allemagne de 1944 connaissait depuis longtemps le problème de l'évacuation. Les bombardements incessants des grandes villes eurent comme conséquence que beaucoup d'enfants et de sinistrés furent transférés vers des régions plus paisibles et moins menacées. Le 7 juillet, le ministre de l'Intérieur rédigea un schéma d'évacuation générale, dans lequel des possibilités d'évacuation vers des zones préalablement déterminées étaient prévues pour les habitants des villes et des régions les plus menacées. Les *Gauleiter*, promus *Reichsverteidigungskommissar* (RVK), devaient le cas échéant organiser l'évacuation. Le NSV fut chargé de l'aide aux évacués (69).

Les réfugiés flamands qui à l'origine aboutirent essentiellement dans le *Gau* Cologne - Aix-la-Chapelle, dont Grohé, Commissaire du Reich en Belgique et dans le Nord de la France, était le *Gauleiter*, posèrent de grands problèmes à l'administration du *Gau*. En effet, il n'y avait pas que les réfugiés de Belgique. En outre, le 4 septembre, Grohé dut prendre la décision d'évacuer Eupen-Malmédy et, le 11 septembre, Aix et ses environs. Malgré l'opposition de la population, 246.000 personnes furent évacuées, ce qui signifia un accroissement considérable des problèmes déjà aigus que rencontrait la direction du

(67) « En outre il faudra examiner si les membres des mouvements d'ordre nouveau en fuite ont eu les soins et l'aide adéquats, ou s'ils ont connu des difficultés lors de leur entrée en Allemagne ». *SD-Abschnitt Köln*, 5 septembre 1944 (*GRMA*, T. 175, R. 496, fr. 9358911).

(68) *Gesamtb. Wehrmachtbf.*, p. 15, *Die Organisation der Evakuierungsmassnahmen*, parle de 27.000 Flamands et 15.000 Wallons. Ces chiffres sont exagérés surtout en ce qui concerne les Flamands : le Dr. R. Van Roosbroeck estime qu'il y avait environ 16.000 personnes (communication du 2 février 1972), tandis que la note du *Flämisch-Wallonisch Ausschuss* des Affaires étrangères du 5 décembre 1944, envoyée par Krug von Nidda à Von Ribbentrop, parle de 15.000 *Evakuerte* (document transmis par le Dr. A. De Jonghe). Dans sa lettre du 11 novembre 1944, adressée au RFSS, C. Verschaeve mentionne également le nombre de 15.000 (au Centre BDC I, 11, 3 ; également *GRMA*, T. 580, R. 70, ordner 335). Le chiffre trop élevé du *Gesamtb. Wehrmachtbf.* peut probablement s'expliquer par un réflexe de défense vis-à-vis de Jungclaus. Après l'évacuation, Jungclaus fut muté dans une unité combattante, avec un grade inférieur, en raison des mesures insuffisantes prises lors de l'évacuation. Il fut probablement tué au cours d'une opération-suicide (*Himmelfahrt*) en Slovaquie (PLR ; CT).

(69) P. HÜTTENBERGER, *Die Gauleiter. Studie zum Wandel der Machtgefüges in der NSDAP*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1969, p. 169-172, *Evakuierungsmassnahmen*.

Gau (70). Il s'agissait donc de faire partir les réfugiés flamands et wallons le plus rapidement possible de Cologne - Aix, afin de permettre à l'administration du *Gau* de fonctionner normalement, pour autant que cela fût encore possible à cette époque. Les Flamands furent essentiellement transférés vers le Hanovre oriental, chef-lieu Lüneburg. Les membres du NSV et de la Croix Rouge Allemande, assistés souvent par les membres de la *De Vlag*, travaillèrent énormément dans les gares et dans les camps d'accueil pour organiser le ravitaillement et le logement en cours de route (71). A cette époque, le transport était déjà devenu difficile sur l'entièreté du réseau routier. Les bombardements incessants rendaient pratiquement impossible toute liaison rapide. Dès lors il n'est pas étonnant de constater que la colonne de la *Flakbrigade*, sous la direction de C. Turcksin, à laquelle s'étaient joints une centaine de familles et plusieurs dirigeants du VNV, n'atteignit Lippstadt où l'unité devait être casernée que le 9 septembre 1944. Ils étaient partis de Vilvorde le 1^{er} septembre pour atteindre l'Allemagne via Eindhoven (72). D'autres réfugiés mirent une semaine pour se rendre de la frontière allemande à Hildesheim, tandis qu'un autre groupe, composé d'une vingtaine de personnes, mit huit jours pour aller en camion de Maastricht à Lüneburg (73).

De nombreux Wallons arrivèrent à Hanovre. En effet, les environs de Hanovre avaient été désignés comme refuge aux Wallons (74). D'autre part, des Flamands furent transférés par train de Hanovre à Lüneburg. Le récit d'un témoin direct sur la manière dont étaient traités les réfugiés, mérite d'être reproduit :

« Les gares se remplirent de nouveaux réfugiés, venant pour la plupart de Belgique et de France, pour trouver asile dans le III^{ème} Reich. C'étaient des hommes politiques, des intellectuels, des hommes d'affaires, des anciens collaborateurs, des aventuriers, des membres de la Gestapo, et également de pauvres bougres qui avaient abouti dans la politique sans en avoir la moindre notion... Ils arrivaient avec quelques affaires ramassées en vitesse. Beaucoup n'avaient pour seul bagage que les vêtements qu'ils portaient. Tandis qu'arrivaient également des fourgonnettes d'un marchand de fromages, d'un abatteur. Oui, il s'agissait de voitures immatriculées en Belgique, chiffres rouges sur fond blanc ! chose que nous n'avions plus vue depuis longtemps... La gare de Hanovre était devenue un centre d'accueil

(70) *Ibidem*, p. 190. Egalement *Bericht des Gauleiters Grohé*, du 28 septembre 1944, où Grohé déclare : « *Diese Menschen (réfugiés flamands et wallons) mussten im Gau vorläufig aufgenommen, betreut und in die endgültigen Aufnahmegau weitergeleitet werden. Diese Aufgabe stellte sowohl für die NSV als betreuende Organisation als auch für die politischen und staatlichen Dienststellen eine nicht unerhebliche Belastung dar* ». (GRMA, T. 175, R. 274, fr. 2771486-2771498). (Ces gens doivent provisoirement être accueillis et soignés dans le *Gau* et conduits vers le *Gau* d'accueil définitif. Cette mission était, tant pour le NSV, comme organisation pour l'octroi des soins, que pour les services administratifs politiques, une tâche très lourde).

(71) PLR ; AS.

(72) CT.

(73) RVH ; PLR.

(74) Cfr. Note de Wagner à Von Ribbentrop, 13 octobre 1944 (copies de document provenant du Ministère des Affaires Etrangères allemand à l'Auditorat-général, Documentation Générale, portant le nom de Krug von Nidda, fonctionnaire qui, à l'époque, fin 1944 début 1945, était chargé des problèmes belges. Cité ci-après A.G.D.G., Krug von Nidda).

comme à l'époque où en 1943 nous étions arrivés en tant que déportés. Eux non plus ne resteraient pas les mains vides, on s'en occupa, non seulement pour les loger, mais également pour les employer, tant dans les usines et les institutions privées, que dans les endroits importants et « confidentiels », tant dans la ville même que dans d'autres villes situées plus à l'est... Dès leur descente de train les réfugiés pouvaient trouver [dans les abris] un endroit où se reposer et se ravitailler grâce à la cuisine de la Croix Rouge. De longues rangées de tables et de bancs étaient disposées et on y servait en abondance des repas chauds, des sandwiches fourrés et comme spécialité des bouillons de nouilles et des petits morceaux de viande. Le tout gratuitement et sans... tickets de ravitaillement ! » (75).

La plupart des Flamands aboutirent à la Lüneburgerheide, à Lüneburg même, à Verden, à Soltau — où sera installée plus tard la Division-SS flamande —, à Egestorf, à Lüchow, etc. Le NSV y avait désigné immédiatement un homme de liaison flamand, S... T... (76), qui devait veiller à ce que tout se déroule pour le mieux (77). Les plus heureux, ou ceux qui avaient des relations, furent accueillis chez des particuliers. Les Allemands qui accueillait ainsi des évacués, étaient très attentionnés, bien que certains aient trouvé « bête » de la part de ces *Flamen* d'encore croire à une victoire allemande (78). Les réfugiés qui aboutirent dans des camps ou des maisons communes improvisées, eurent moins de chance. Peu était prévu pour ces derniers : des cuisines communes où ils devaient se débrouiller ; des paillasses sur lesquelles ils pouvaient passer la nuit (79). En outre la plupart des réfugiés n'avaient pris aucune précaution en vue de leur départ : une grande partie avait fui par crainte de ce qui leur arriverait le jour de la libération.

Toutefois, tous les réfugiés n'aboutirent pas à la Lüneburgerheide et durant cette fuite précipitée, beaucoup de familles avaient été séparées. Souvent des membres de la famille étaient simplement restés en Belgique, soit qu'ils n'avaient pas été prévenus soit qu'ils avaient raté le dernier train ou le dernier moyen de transport. Les préoccupations quant à ces personnes restées en arrière, accrurent encore le sentiment de détresse des réfugiés, surtout dès le moment où parvinrent les premières nouvelles au sujet de la répression en Belgique. La presse flamande en Allemagne veilla également à ce que ces communiqués soient diffusés, afin de consolider la solidarité et la volonté de continuer à lutter et à travailler.

Les *Vraagbakens*, *Wij zoeken*, *Feldpost* et autres rubriques de recherche dans les journaux étaient importantes pour les Flamands qui voulaient retrouver les leurs. On pouvait y demander des informations gratuites au sujet des membres de sa famille et des amis. Les adresses utiles où l'on pouvait s'adresser pour obtenir de l'aide ou pour formuler des plaintes, furent également publiées.

(75) Souvenirs personnels d'Antoon Coolen, travailleur déporté (77 p. dact.), Enquête de l'Union Nationale des Réfractaires et Déportés, 1970 (cité ci-après A. Coolen). Ici p. 53-59.

(76) Les personnes qui ont joué un rôle dans le cadre de cette étude, mais dont le rôle n'est pas connu du public, sont mentionnées par les initiales du nom et prénom, à moins que l'auteur ait obtenu l'autorisation de citer leur nom et leurs souvenirs.

(77) PLR.

(78) PLR ; RVR, 2 février 1972.

(79) RVR, 2 février 1972.

C'est ainsi que le *Vlaamsche Post* du 5 novembre 1944 publia la communication suivante :

« *Uitwijkelingen in Ost-Hannover! In de gouw Ost-Hannover kunnen alle Vlaamsche uitwijkelingen en arbeiders zich met hun wenschen en hun klachten wenden tot: Gouwverbindingsman Kd. A.V., (20) HANNOVER, Nikolaistrasse, 7. — den Vlaamschen DAF-Betreuer Kd. L.V., DAF-Gauwaltung, LUENEBURG, Schiesgrabenplatz, 10. — de DEVLG, Lüneburg, Rotestrasse, 14.* »

(Emigrés en Hanovre Oriental ! Dans le Gau Hanovre Oriental tous les réfugiés et travailleurs flamands peuvent adresser leurs souhaits et leurs plaintes à l'homme de liaison du Gau Cd. A.V., (20) Hannover, Nikolai-strasse... ».)

Il s'agissait surtout des adresses des représentants locaux de la *De Vlag* dans les chefs-lieu des *Gau* :

Berlin W 15, Uhlandstrasse 175	Tel. 91 16 08
Bremen, Sögestrassen 49	2 46 34
Dortmund, Betenstrasse 12	2 31 39
Dresden A 1, Mozinskystrasse, 21	1 69 25
Düsseldorf, Karl-Theodor-Str. 10	2 75 88
Essen, Moltkeplatz 27	2 40 08
Frankfurt a.Main, J. Haydn-Str. 92	7 14 84
Halle-Saale, Barbarastrasse 11	3 51 57
Hamburg 36, Esplanade 37	34 19 16
Hannover, am Archiv 1 (Regierung)	4 42 22
Hildesheim, Bankplatz 1	20 22 21
Kassel, Karthäuserstrasse	
Köln, Sedanstrasse 11	7 27 67
Lüneburg, An den Brotbänken 1 a	43 44
Magdeburg, Blaubeilstrasse 9	2 13 57
München, Briennerstrasse 36	2 76 15
Münster i.W., Breul 23	2 28 96
Stuttgart, Lederstrasse 6	2 62 56
Weimar, am Graben 1	24 05
Wien 65/8, Fuhrmannsgasse 18 a	4 85 44 (80).

Du point de vue de la propagande, une telle infrastructure avait énormément d'importance pour la *De Vlag*. Les réfugiés désorientés et au début com-

(80) *Vlaanderen Vrij*, numéro postérieur au 21 septembre 1944. Le format de la coupure conservée (37,5 cm) n'était employé, à notre connaissance, par aucun journal en Allemagne. Mais nous croyons pouvoir admettre qu'il s'agit d'un exemplaire de *Vlaanderen Vrij*, malgré la différence de format. En effet, sous la rubrique *Vraagbaak* on peut lire : « Cd. O...L... demande à sa fille Karolina, qui réside probablement à Thüringen, de communiquer son adresse à *Vlaanderen Vrij* ». Nous situons ce communiqué après le 21 septembre, parce qu'un message « par émetteur secret de notre correspondant spécial sur place » décrit l'entrée à Bruxelles du Prince-Régent. Les premiers exemplaires de *Vlaanderen Vrij* ont probablement paru sur un format plus grand. En ce qui concerne la date, on ne peut se référer qu'au fait que le premier numéro de *Vlaanderen Vrij* que nous connaissions, date du 21 novembre 1944 et porte le numéro 29 de la première année. D'après cette date et ce numérotage, le premier numéro aurait dû, à raison de six numéros par semaine, comme ce sera le cas plus tard, paraître le mercredi 19 octobre 1944. Le propriétaire de cette coupure a noté comme seule référence « *Een Vl. Weekblad* » (A. Coolen, p. 55). La liste citée correspond grosso modo — quelques adresses furent modifiées et l'adresse à Cologne du Gau Cologne-Aix fut supprimée — à la liste publiée par les « Secrétaires des Gau de la *De Vlag* », dans le *Vlaamsche Post* du 15 janvier 1944.

plètement désorganisés furent heureux de pouvoir s'y adresser. Pour ceux qui restaient convaincus qu'un renversement de la situation demeurerait possible, il était normal de chercher le contact au plus tôt. De plus, parmi les travailleurs flamands en Allemagne, certains hommes de liaison locaux de la DAF étaient gagnés aux idées de la *DeVlag* (81). Ils se mirent à la disposition de cette organisation, si bien qu'elle put rapidement créer un bureau dans chaque ville importante. Le centre de toute cette organisation était Hildesheim. La *DeVlag* y avait depuis longtemps son bureau principal, sous la direction du *SS-Sturm-bannführer* Lenz (82). C'est en partant de là que l'administration de la *Landsleiding* essaiera de regrouper tous les Flamands.

Quelle était en pratique la situation des évacués ? Un communiqué des Compagnies de Propagande SS du mois d'octobre 1944 nous en donne une image idyllique :

« Lorsqu'on se promène actuellement du côté de Lüneburg dans les villages, on entend de tous côtés les pittoresques dialectes flamands. On y voit des ménagères de la région de Courtrai éplucher des pommes de terre pour le repas commun, plus loin des femmes et des jeunes filles de Louvain et de Bruxelles font la lessive et dans un autre coin une solide Anversoise blonde prépare la soupe dans une marmite fumante ».

Le même communiqué note d'autre part que tout ne tourne pas encore rond en matière de logement, mais que tout sera rapidement réglé, « grâce à l'esprit d'organisation remarquable des Allemands ». Des institutrices et infirmières flamandes s'occupent des enfants. On promet également qu'il y aura rapidement des écoles flamandes (83).

En réalité, la situation n'était pas aussi favorable. Le 21 septembre, le *SS-Gruppen-Führer* Lauterbacher, *Gauleiter* du *Südhannover-Braunschweig*, membre et protecteur de la *DeVlag*, ami de Van de Wiele, télégraphiait à Himmler. Après discussion avec Van de Wiele et après examen de la situation des Flamands dans le *Gau* du Hanovre oriental, il proposait :

« die etwa 8000 flämischen Flüchtlingen im Gau Südhannover-Braunschweig endgültig unterzubringen... Mein Vorschlag resultiert aus der Ueberlegung, dass man in Osthannover anscheinend mit den Flamen NICHTS ANZUFANGEN weiss, andererseits aber hier ihre VOELKISCHE BETREUUNG sichergestellt wäre ».

De plus, concluait le télégramme, la présence de l'administration de la *DeVlag* à Hildesheim milite également en faveur de cette solution (84).

(81) La plupart du temps les contacts entre les hommes de liaison du DAF et de la *DeVlag* étaient excellents. Dans certains *Gau* tous les hommes de liaison étaient également chef de cellule de la *DeVlag*. Voir entre autres « *Gouwverbindingsman W. heeft grootsche plannen. Er wordt gezorgd voor onze arbeiders in de gouw Westfalen-Nord* », dans *De Vlaamsche Post*, 5 février 1944.

(82) *Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft. Hauptgeschäftsstelle Reich, Hildesheim, Bankplatz 1. JVDW. De Vlaamsche Post*, 10 juin 1944.

(83) Dans la coupure de journal mentionnée à la note 80.

(84) « ... d'héberger définitivement les quelque 8.000 réfugiés flamands dans le *Gau* du *Südhannover-Braunschweig* ... Ma proposition résulte de la considération qu'on ne peut rien faire avec les Flamands dans le Hanovre oriental et que d'autre part leurs aspirations et leurs intérêts nationaux pourront être assurés dans le *Südhannover-Braunschweig* ». *GRMA*, T. 580, R. 70, ordner 355. (Également Koblenz, NS 19-251, dossier 85, communiqué par le Dr. A. De Jonghe).

Cette prise de position du *Gauleiter* Lauterbacher mérite quelques explications. D'après les statuts de la *Duits-Vlaamse Arbeidsgemeenschap - Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft* (Communauté de travail germano-flamande), la *De Vlag* comportait une section en Flandre et une en Allemagne. La section allemande était divisée en *Gau*. La force de l'organisation dans chaque *Gau* dépendait en majeure partie des *Gauleiter*, qui formaient la plus haute instance NSDAP dans l'appareil administratif. Si ces derniers faisaient quelques efforts en vue de propager la *De Vlag*, un noyau important pouvait surgir rapidement. Lauterbacher était déjà membre de la *De Vlag* avant la guerre (85). Dès lors, il était compréhensible que la *Hauptgeschäftsstelle Reich* de la *De Vlag* fût établi à Hildesheim dans le *Gau Südbannover-Braunschweig*.

Les instances allemandes et surtout les SS considéraient la *De Vlag* comme l'organisation qui propageait le plus les idées du Grand Reich germanique en Flandre. Peu nous importe de savoir s'il s'agissait là d'*Eindeutschung*, c'est-à-dire d'une assimilation, comme le prétendaient les adversaires de la *De Vlag*, ou d'une organisation plus ou moins fédérale, s'il faut en croire la définition donnée par les membres de la *De Vlag* à la *Rijksgedachte* (notion d'empire germanique). Toutefois, nous savons que c'est dans cette optique que Himmler proclama, en 1943, la Basse-Saxe, dans laquelle se trouvait le *Gau*, région centrale du monde germanique, avec notamment le *Langemarck-studium* (86) à Hanovre même et la « Maison Germanique », qui devait devenir un centre de la culture germanique (87).

Lauterbacher éprouvait lui-même beaucoup de sympathie pour l'idée germanique. En 1943, il avait accepté au nom de son *Gau* le parrainage de la nouvelle *III. SS. Pz.-Korps (germ.)*, sous le commandement du *SS.-Obergruppenführer* et Général des Waffen-SS F. Steiner, unité qui devait devenir le point de ralliement des volontaires germaniques (88). La *Völkische Betreuung*, mentionnée par Lauterbacher dans son télégramme, doit dès lors être vue dans

(85) JVDW.

(86) Le *Langemarck-Studium* était une école moyenne, réservée à des jeunes doués mais n'ayant pas les moyens, des pays « germaniques ». Ils y étaient préparés, au sens national-socialiste, à l'enseignement supérieur. Il était de bon ton de s'engager aux *Waffen-SS*, après avoir terminé le *Studium*. Les études pouvaient être poursuivies après la guerre.

(87) L'inauguration de cette « Maison Germanique », le 13 mai 1944, fut désignée comme « une étape importante dans la constitution du Reich » par le Dr. J. Van de Wiele dans *Balming*, 23 mai 1943.

(88) Lauterbacher écrivait dans son article *Flandern und das Reich (DeVlag, juin 1943)* : « *Der Gau Südbannover-Braunschweig als Kernraum besten Germanentums hat vom Reichsführer SS den verpflichtenden Auftrag der Pflege und Betreuung des germanischen Volkstums in politischer und kultureller Hinsicht erhalten. Die Schaffung des « Germanischen Hauses » in Hannover als geistiger und Arbeitsmässiger Mittelpunkt dieses Auftrages sowie die Uebernahme der Patenschaft über das germanische SS Panzerkorps durch den Gau Südbannover-Braunschweig sind Ausdruck der praktischen Verwirklichung dieser Arbeit* ». (« La Flandre et l'Empire » : Le *Gau Südbannover-Braunschweig* en tant que centre de la Germanité, a reçu du Reichsführer-SS la mission obligatoire de veiller à l'éducation politique et culturelle de la communauté germanique. La création à Hanovre de la Maison Germanique, Centre intellectuel et pratique de cette tâche, et l'acceptation par le *Gau Südbannover-Braunschweig* du parrainage du Germanische SS-Panzerkorps sont les expressions de la réalisation pratique de ce travail). — On trouvera plus de données concernant ce Panzerkorps dans W. TIEKE, *Tragödie um die Treue*, Osnabrück, Muninverlag, 1968.

cette optique germanique. Himmler reçut le télégramme de Lauterbacher et répondit aussitôt par un télégramme urgent : « *Ich bin Ihnen sehr dankbar, dass Sie die 8000 flämische Flüchtlinge im Gau Südbannover-Braunschweig unterbringen wollen* » (89). Mais il y avait anguille sous roche. Le déplacement des réfugiés flamands vers le *Südbannover-Braunschweig* était autorisé en principe, mais il fut saboté par le Ministère de l'Intérieur dirigé pourtant par Himmler. Ces services refusèrent de procéder à l'échange proposé par Lauterbacher (90), mais exigèrent au contraire que les 8000 réfugiés flamands soient ajoutés aux évacués allemands du *Gau Cologne-Aix*, pour qui le *Südbannover-Braunschweig* était la région d'accueil normale (91). De plus, les réfugiés wallons y avaient également été transférés. C'est pourquoi le transfert vers le *Südbannover-Braunschweig* ne fut pas réalisé.

La situation des réfugiés empira. L'abbé Verschaeve, considéré par la plupart des « exilés » — c'était le nom que se donnaient les réfugiés — comme un père, notait dans ses mémoires de guerre :

« *Wat de andere nood van Vlaanderen betreft, de nood der uitgeweken Vlaamse mensen, die dolen, die in legeringen samengeperst leven als schamele kudden, daarin heb ik weinig kunnen ingrijpen. Des te heviger heb ik met hen meegeleefd en 't hart voelen krimpen onder het schrijnend leed waarvan ik de oorgetuige was... Ik hoopte dat de eerste dagen de slechtste zouden zijn en dat de tijd meer en beter orde en ook afstompen van de scherpte der pijn zouden brengen. De tijd is immers mild als God...! Het ging echter andersom : de brieven werden hoe langer hoe wanhopiger, vlijmend, verwijtend. Ooggetuigen kwamen en vertelden ongelooflijke toestanden. Ik greep, daar ik geen praktische middelen kende, en daar de ondergeschikte Duitse diensten tot welke ik me richtte, versaaften, naar de pen en schreef aan den Reichsführer, Godebevolen dus ! Ik kon niet zwijgen, ik moest spreken over Duitslands fouten met Duitslands hoofden. Ze te verzwijgen ware oneerlijk. Dulden is beledigen » (92).*

(89) « Je vous suis très reconnaissant de bien vouloir héberger les réfugiés flamands dans le *Gau Südbannover-Braunschweig* ». Voir note 84.

(90) « *Allerdings müssen dafür 8-10.000 Volksgenossen aus dem Gau Köln-Aachen statt nach hier (= Südbannover-Braunschweig) nach Ostbannover umgeleitet werden* ». (A cet effet il faudra, à vrai dire, amener 8 à 10.000 personnes du *Gau Cologne-Aix* dans le Hanovre oriental plutôt qu'ici (= *Südbannover-Braunschweig*)).

(91) « *... das Reichsinnenministerium hat die Durchführung dieses Vorschlages dadurch vereitelt, dass er keinen Austausch gestattete, sondern die 8.000 Flamen dem Gau Süd-Hannover zusätzlich zu den sonstigen Evakuierten übergeben wollte* ». (Le Ministère de l'intérieur a empêché l'exécution de cette proposition, en refusant de procéder à un échange, mais par contre il a voulu que les 8.000 Flamands soient ajoutés aux autres évacués dans le *Gau Südbannover-Braunschweig*) in *Stellungnahme* (prise de position) zu dem Brief von Dr. Verschaeve an dem Reichsführer-SS par le SS-Hauptamt, Amt D, Weststelle (conservé au Centre sous la référence BDC I, 11, 5. — Egalement GRMA, T. 580, R. 70, ordner 335).

(92) « En ce qui concerne les autres misères de la Flandre, les besoins des Flamands exilés, qui errent et vivent entassés dans des campements, tels des troupeaux de mouton, je n'ai rien pu faire. Je l'ai vécu d'autant plus intensément et j'en ai été témoin... J'espérais que les premiers jours seraient les plus durs et que le temps pourrait mettre plus d'ordre et adoucir l'acuité de la douleur. Le temps est indulgent comme Dieu... ! Il en alla tout autrement : les lettres devenaient de plus en plus désespérées, déchirantes et pleines de reproches. Des témoins vinrent et racontèrent des situations incroyables. Je pris ma plume et j'écrivis au *Reichsführer*, puisque je ne connaissais pas de moyens pratiques et puisque les services allemands auxquels je m'adressais, ne faisaient rien. Je ne pouvais me taire, je devais parler des fautes de l'Allemagne avec les chefs de l'Allemagne. Les taire eût été injuste. Subir équivalait à insulter ». VERSCHAEVE, VIII, p. 523.

Une fois de plus, les Flamands eurent le sentiment d'être trompés. Lorsqu'ils effectuaient des comparaisons avec d'autres évacués et surtout avec les Wallons, ils sentaient monter en eux la colère :

« Die Vlamen fragen sich aber wie's dann kommt dass Reichsgenossen (c'est ainsi qu'ils étaient reconnus dans tous les discours officiels et même dans les décrets (93)), immer als Ausländer behandelt werden? Warum Wallonen (siehe eine Kundgebung von Degrelle in Hannover also nach einer pompösen rednerischen Prahlerei) sofort alle privat untergebracht wurden, indem jetzt noch in Verden, in Lüchow u.s.w. die Vlamen auf Stroh und ohne Decke lagern müssen. Warum Holländer, die so feindlich immer sich betrogen, Fleisch erhalten, da die Vlamen in selber Lokal von Verden immer Suppe, Kartoffel und Kohl erhielten? u.s.w. » (94).

Même en Allemagne, les Flamands se demandaient donc si les Wallons n'étaient pas privilégiés (95) ! Mais les plaintes formulées étaient fondées. Bien que, d'après le rapport final de l'administration allemande d'occupation, les documents indispensables pour l'aide aux familles des volontaires de la *Waffen-SS* aient été envoyés aux bourgmestres compétents dans le *Gau* d'accueil afin de pouvoir leur octroyer les pensions alimentaires nécessaires (96), les choses ne tournèrent pas rond. Le 8 novembre 1944, le *Landsleider* J. Van de Wiele dut écrire à Himmler :

« Leider habe ich nicht verhindern können, dass acht Wochen nach der Evakuierung, die Familieangehörigen der Waffen-SS Männer weiterhin in Gemeinschaftslagern auf dem gleichen Stroh mit dem gleichen Ungeziefer schlafen müssen, wodurch bereits Seuchen und Todesfälle vorgekommen sind » (97).

Et Verschaeve y ajoutait, dans sa lettre à Himmler : « Ich weiss auch dass fast alle Vlamen sich gerne für die Langemarck melden möchten, wenn sie das Los ihrer Frauen und Kinder menschlich gesichert wissen. Das ist aber nicht der

(93) C. Verschaeve à Himmler, 11 novembre 1944 (cfr. note 68).

(94) « Mais les Flamands se demandent comment il se fait que des citoyens de l'Empire sont toujours traités en étrangers ? Pourquoi les Wallons (voir la communication de Degrelle à Hanovre, après une envolée rhétorique pompeuse) sont tous hébergés immédiatement chez des particuliers, tandis qu'encore maintenant les Flamands doivent dormir sur la paille et sans couvertures, à Verden, Lüchow, etc. Pourquoi les Hollandais qui vous étaient toujours hostiles, reçoivent de la viande, tandis que les Flamands, dans le même local à Verden, reçoivent toujours de la soupe, des pommes de terre et des choux ?, etc. ». *Ibidem*.

(95) RVR, 2 février 1972.

(96) *Gesamtb. Wehrmachtjhb.*, p. 12 : « Das Fürsorgekommando der Waffen-SS stellt in den Aufnahmegauen die Anschriften der einzelnen Angehörigen fest, damit die Fürsorgeakten der betreffenden Familien an die zuständigen Bürgermeister zwecks Auszahlung des Unterhaltes ausgehändigt werden konnten. Diese Arbeit ist bereits abgeschlossen ». (Le bureau d'assistance des *Waffen-SS* élaborait des listes d'adresses des familles dans les *Gau* d'accueil, afin que les papiers nécessaires pour l'aide aux familles concernées puissent être remis aux bourgmestres compétents en vue du paiement des indemnités. Ce travail est déjà terminé).

(97) « Malheureusement je n'ai pu empêcher que huit semaines après l'évacuation, les membres des familles des volontaires *Waffen-SS* doivent toujours dormir dans des camps communs sur la même paille, avec la même vermine, ce qui provoqua déjà des épidémies et entraîna la mort de plusieurs personnes ». Lettre du Dr. J. Van de Wiele au RFSS Himmler, 8 novembre 1944 (conservée au Centre sous la référence BDC I, 10, 2 ; également GRMA, T. 580, R. 70, ordner 335).

Fall » (*). Ces observations furent considérées comme fondées : pendant six semaines dans le Hanovre oriental, l'aide aux réfugiés se fit dans le désordre le plus complet. Le 13 octobre seulement le NSV reçut des hautes instances du Reich la mission officielle d'aider les Flamands (98). Toutefois, on invoqua des circonstances atténuantes : la situation dans le Hanovre oriental n'était pas aisée puisqu'il s'agissait d'une région ayant une densité de population peu élevée, disposant de peu de logements, de beaucoup de champs de manœuvres militaires et servant en outre de *Gau* d'évacuation pour Hambourg, Harbourg, Brunswick et Hanovre. Malgré tout on pouvait supposer que jouait une certaine forme de sabotage ou de discrimination : « *So wurde u.a. die Abschaffung der Stroblager vom Innenministerium als zu grosszügig bezeichnet* » (99). La plainte concernant le traitement des familles de volontaires de la Waffen-SS fut déclarée recevable. En effet,

« *Die Familienangehörigen der SS-Freiwilligen haben bis heute ihre Familienunterstützung entweder gar nicht oder nur teilweise erhalten. Die Auszahlung der Familienunterstützung geschieht ebenfalls durch die innere Verwaltung, wobei nach hiesigen Feststellungen die grössten Ungerechtigkeiten und unerträgliche Behandlungsweisen vorkommen. Die zahlreiche Versuche... hier Abhilfe zu schaffen, stossen auf das Unverständnis zahlreicher Beamten, die bis in das Reichsinnenministerium hinein für diese Aufgaben kein Verständnis aufbringen* » (100).

Malgré toutes les interventions, la situation resta inchangée. Le 15 décembre 1944, un rapport soulignait encore les plaintes des volontaires de la Waffen-SS en ce qui concerne la façon dont était traitée leur famille (101). Une des missions de la *Vlaamse Landsleiding* fut de mettre fin à ces abus et

* « Je sais également que presque tous les Flamands s'engageraient volontiers dans la *Langemarck*, s'ils étaient convaincus que le sort de leurs femmes et enfants était assuré. Toutefois ce n'est point le cas ».

(98) « *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS* », déjà cité à la note 91. — « *Die Zustände in den Lagern sind teilweise recht unbefriedigend. Die Betreuung soll nunmehr von der inneren Verwaltung auf die NSV übergeben* ». (La situation dans les camps est en partie vraiment insatisfaisante. L'octroi de l'aide doit être assumé dorénavant par le N.S.V. en lieu et place des services de l'intérieur), dans la note déjà citée de Wagner, 13 octobre 1944 (cfr. note 73).

(99) « C'est ainsi que la suppression des lits de paille fut considéré par le Ministère de l'Intérieur comme un acte trop généreux ». *Stellungnahme zu dem Brief von Dr. Verschaeve an den Reichsführer-SS*.

(100) « Les membres des familles des volontaires SS n'ont jusqu'à présent pas eu, ou seulement en partie, leurs allocations familiales. Le paiement de ces allocations est effectué par les services intérieurs où d'après les constatations actuelles les pires injustices et des actes insupportables sont commis. Les nombreuses demandes en vue d'y remédier se sont heurtées à l'incompréhension des fonctionnaires qui, même au Ministère de l'Intérieur, n'ont pas fait preuve de la moindre compréhension pour ces problèmes ». *Ibidem*.

(101) « 5. *Die wallonischen Freiwilligen führen Klage darüber, dass Ihre aus Belgien nach Deutschland gebrachten Familien keine Unterstützung erhalten, sodass diese Familien in wirtschaftliche Notlage geraten sind. Dasselbe gilt für die flämischen und niederländischen Freiwilligen* ». (Les volontaires wallons se plaignent que leurs familles évacuées de Belgique en Allemagne, ne reçoivent aucune aide, de telle sorte qu'elles connaissent une situation pénible. Il en va de même pour les volontaires flamands et hollandais). (GRMA, T. 175, R. 30, fr. 2537553, *Stimmungsbericht der Feld- und Heimatruppenteile*).

de garantir une vie normale à tous les réfugiés, tout en tenant compte des nécessités du moment.

UN GOUVERNEMENT FLAMAND EN ALLEMAGNE ?

Qu'entend-on par *Vlaamse Landsleiding* ? A la fin de l'occupation le Dr. J. Van de Wiele, *Landsleider* de la *De Vlag*, était devenu l'interlocuteur par excellence de la politique germanique en Flandre, telle qu'elle était menée par les SS et plus particulièrement par Himmler et Berger, chef du *SS-Hauptamt*. Après l'évacuation de la Belgique, Van de Wiele devint la seule personnalité politique flamande disposant d'une base de travail. Il pouvait également s'appuyer sur la propagande menée parmi les travailleurs flamands employés dans le Reich. Dès le début de la mise au travail en Allemagne, la *De Vlag* avait fait énormément de propagande pour convertir ces travailleurs à ses théories. On soulignait assez bien le fait que la *De Vlag*, par sa double structure flamande et allemande, pouvait se vanter d'être la seule organisation politique flamande reconnue dans le Reich (102). Le *Vlaamsche Post* veilla également à faire connaître les activités de la *De Vlag* parmi les travailleurs (103).

Van de Wiele s'était installé à Cologne au début de septembre. Ayant beaucoup de contacts avec les fonctionnaires de l'administration de Grohé (surtout des amis de la *De Vlag* lorsque cette organisation menait encore une politique culturelle de rencontres et d'échanges avec les Allemands avant la guerre), il réussit rapidement à faire démarrer une organisation pour les Flamands dispersés (104). On débuta également à Cologne avec la propagande radiophonique vers la Belgique (105). Van de Wiele essaya de s'entourer du plus de membres possible de la direction de la *De Vlag*. Des pourparlers eurent lieu avec Grohé et Florian, *Gauleiter* de Düsseldorf, également sympathisant de la *De Vlag*, en vue d'accueillir les réfugiés (106). Finalement la plupart des Flamands aboutirent quand même à la Lüneburgerheide, bien que certains groupes fussent arrivés à Munich, Berlin et Hambourg (107).

(102) F. SELLESLAGH, *La KAJ clandestine en Allemagne 1942-1944*, p. 291 dans ces *Cahiers*.

(103) E. DE BENS, *Inventaris van de Belgische gecensureerde informatiepers tijdens de tweede wereldoorlog*, Bruxelles, 1968, p. 105.

(104) JVDW.

(105) « *Nachdem ich mehrere Tage beim Reichskommissar Grohé in Köln gearbeitet, u.a. die Störpropaganda nach drüben organisiert hatte...* ». (Après avoir travaillé plusieurs jours à Cologne chez le *Reichskommissar* Grohé, pour organiser la propagande de harcèlement vers l'autre côté). Lettre de Van de Wiele au RFSS, 8 novembre 1944.

(106) Ces négociations en vue de placer les réfugiés dans les *Gau* de Cologne-Aix et de Düsseldorf, sont probablement en rapport avec l'espoir des Flamands de rentrer rapidement chez eux. Le séjour en Allemagne ne durerait d'ailleurs pas plus de trois semaines d'après « certaines informations », nous dit AS.

(107) JVDW.

Vu l'organisation très structurée de la *De Vlag*, il y eut affluence dans les différents bureaux et une centralisation s'avéra nécessaire. Le *Hauptgeschäftsstelle* à Hildesheim pouvait couvrir tout le travail administratif, mais n'offrait pas suffisamment de place pour pouvoir s'étendre. Grâce à l'intervention du *SS-Obergruppenführer* Berger, chef du *SS-Hauptamt* et en même temps président de la *De Vlag* (108), Lauterbacher mit à la disposition de Van de Wiele le château Waldeck-Pyrmont, à Bad-Pyrmont, dans les environs de Hameln (109). Avant guerre Bad-Pyrmont était une station thermale très en vogue, comptant des centaines de villas horribles, mais situées dans un site boisé (110). Les propriétaires avaient mis le château à la disposition sous l'appellation *Haus Germanien*, pour qu'il puisse servir d'hôpital militaire pour les soldats du III. *Germanische SS-Panzerkorps* (111). Toute la station thermale avait d'ailleurs été transformée en un immense hôpital. Ce château obscur, avec sa superstructure baroque surplombant des murs moyenâgeux, devint durant deux mois le centre de l'activité flamande en Allemagne, appuyée par les Allemands. De partout, des personnalités importantes, tant du monde politique que scientifique, arrivèrent dans ce centre.

Le 6 septembre 1944, l'abbé C. Verschaeve partit déjà de Weimar, où il résidait, pour rejoindre Bad-Pyrmont. Ayant appris qu'on travaillait à une forme d'organisation pour les Flamands, il décida immédiatement d'y contribuer (112). Ce qui l'y incita surtout, fut le fait que la direction en était confiée au Dr. J. Van de Wiele. Verschaeve avait d'ailleurs déjà opté pour les idées défendues par la *De Vlag* en mars 1944, sans toutefois devenir membre effectif. Il admirait Van de Wiele, qu'il considérait comme le guide des Flamands. C'est dans cette optique qu'il lui écrivait : Ton peuple ! La Germanie ! Voilà les deux raisons de ton idéal » (113). Toutefois, Verschaeve reçut à Weimar une lettre qui illustre une fois de plus l'apparente contradiction de la politique allemande, qui visait toujours à garantir avant tout les intérêts allemands et voulait dès lors avoir une autre personnalité en réserve. On lui demanda d'assumer la direction d'un gouvernement de Flamands. Il ne voulut pas envisager cette éventualité (114). Il apparaîtrait donc que Van de Wiele ne formait qu'une étape dans les aspirations politiques allemandes à l'égard de la

(108) A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 89, note 59.

(109) Lettre de Van de Wiele au RFSS, 8 novembre 1944.

(110) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 524.

(111) Dans la *Vortragsnotiz betr. Arbeiten des Landesleitung Flandern* de Wagner, début novembre 1944 (POLITISCHES ARCHIV BONN, Inland II g, 345, Belgien, 2, 1944-1945. Cfr. A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 101, note 96. Egalement A.G.D.G., Krug von Nidda). Le Prince héritier Fürst Josias zu Waldeck-Pyrmont avait même le grade de *SS-Obergruppenführer und General der Polizei* (Almanach de Gotha, 1944, Gotha, Justus Perthes, p. 126).

(112) Lettre de M. Van de Walle, voir note 45.

(113) « *Ihr Volk ! Germanien ! sind die beiden Strahlen ihres Ideal* », est la traduction allemande qui a été conservée. Le texte original date du 10 mars 1944. La traduction arriva finalement chez Himmler (GRMA, T. 580, R. 70, ordner 335).

(114) C. VERSCHAEVE, I, p. 807-808.

Flandre. On demanda également à Rob Van Roosbroeck, lorsqu'il résidait déjà depuis un certain temps à Bad-Pyrmont, s'il ne voulait pas reprendre la direction de la *Vlaamse Landsleiding* (115).

Au cours du mois de septembre 1944, Van de Wiele commença, en tant que *Landsleider*, à former son état-major (116). Il demanda aux personnalités marquantes qu'il croyait disposées à collaborer, de venir le rejoindre à Bad-Pyrmont. Antoon Samyn reçut une lettre à Lüneburg, dans la caserne où il avait été hébergé avec d'autres réfugiés, lui demandant de se rendre à Bad-Pyrmont (117). A Lüchow, Rob Van Roosbroeck fut averti que sa présence à Bad-Pyrmont était souhaitée (118). Après avoir voyagé de Jülich à Berlin, E. Delvo avait abouti aux services centraux du *Deutsche Arbeitsfront*. Il y demanda où se trouvaient les Flamands. « Ils sont tous partis pour Bad-Pyrmont », lui répondit-on. A la question de savoir « ce qu'on entendait par tous ? », on lui répondit : « Van de Wiele et ses collaborateurs ». — « Et le VNV ? ». — « *VNV ist leider nicht hier. Hier trennen sich die Geister!* ». (Malheureusement le VNV n'est pas ici. Ici les routes se séparent !). Delvo est donc parti à Bad-Pyrmont (119). Beaucoup d'autres Flamands vinrent encore s'y ajouter.

Pour les dirigeants flamands, qui s'étaient réunis autour de Van de Wiele, il s'agissait avant tout de réaliser l'unité parmi les Flamands en Allemagne. Verschaeve et Borms surtout entreprirent des efforts considérables dans ce sens. Le Dr. Borms, activiste de la Première Guerre Mondiale, C. Verschaeve, conseiller du mouvement du front à l'Yser et le prof. Antoon Jacob, activiste également, devinrent les plus grands promoteurs de la *Landsleiding*. Sous la présidence de C. Verschaeve, ce triumvirat forma le conseil consultatif (120). Aucun d'entre eux n'avait été membre de la *De Vlag*, ce qui pouvait dès lors être considéré comme la preuve de la volonté de la *Landsleiding* de travailler sur une base plus large et de mettre un terme aux divisions qui avaient existé

(115) RVR, 4 mars 1971.

(116) « 4. Der Führer der flämische Volksgruppe, Dr. Van de Wiele, hat erst in Bad-Pyrmont, jetzt in Hildesheim (später evtl. Potsdam) eine sogenannte flämische Landesleitung eingerichtet ». « 4. Le *Landsleider*, Dr. Van de Wiele, a créé une *Vlaamse Landsleiding*, d'abord à Bad-Pyrmont, maintenant à Hildesheim (plus tard éventuellement à Potsdam) ». — Note de Krug von Nidda, concernant le *Belgien-Komitee*, 10 novembre 1944 (*A.G.D.G.*, Krug von Nidda).

(117) AS.

(118) RVR, 4 mai 1971. Dans sa lettre du 10 mars 1972, RVR se rappelle qu'il arriva à Bad-Pyrmont à la fin de septembre.

(119) ED.

(120) « Le révérend Cyr. Verschaeve, le prof. Jacob et Borms siégeaient au Conseil Consultatif de la *Vlaamse Leiding*, qui veillait à l'intégrité, l'intouchable intégrité de l'idée flamande, de la nature flamande de toutes les décisions ». *Borms, Een leven van liefde en trouw*, Brussel, Boekengilde, Brederode, 1951, p. 94.

dans le passé (121). Avant toute chose, il fallait réaliser l'unité. Ce conseil consultatif devait aider et conseiller Van de Wiele, mais ne devait pas s'occuper du travail pratique (122). Verschaeve assumait la présidence à chaque réunion de la *Landsleiding* (123). Borms qui jusqu'à ce jour n'avait jamais été lié à un parti, joua de toute l'autorité morale que son indépendance lui octroyait pour aboutir à cette unité tant souhaitée (124). Verschaeve insistait surtout sur l'espoir et sur la nécessité de l'unité des Flamands :

« Le moment est venu pour les Flamands de ne plus ériger de barrière de partis, d'opinions, de classes, etc. entre eux, mais de s'unir pour ne plus ressentir qu'une force et un amour, qu'un lien : la Flandre ! L'unité fait la force et l'amour double cette force » (125).

Le même thème revenait sans cesse :

« Une union honnête et complète, une unité sublime et puissante de tous ses fils, voilà l'unique chose dont la Flandre a besoin pour pouvoir marcher de l'avant avec assurance et avec le sourire vers un avenir qui paraît désespéré » (126).

Vu les circonstances que connaissaient les Flamands, il ne pouvait, d'après Verschaeve, y avoir de division, les vieilles querelles ne pouvaient subsister :

« Les souvenirs amers du passé doivent disparaître devant les besoins communs de la Flandre et de tous les Flamands, de ceux qui sont restés et également de ceux qui sont partis. Celui qui la nuit repense aux problèmes de la journée, pour les garder vivaces pour le lendemain, est un pauvre homme. Ces gens-là n'ont pas le sens de la communauté, ils ne peuvent devenir une pierre de l'édifice qui est la Flandre » (127).

(121) Note de Krug von Nidda, 5 décembre 1944. (POLITISCHES ARCHIV BONN, Inland II g, 345 Belgien, 2, 1944-1945. Document transmis par le Dr. A. De Jonghe). « 2. Die Landesleitung zerfällt in Mitglieder, die ihr als Repräsentanten des Flamentums angehören, so Cyriel Verschaeve, Ehrendoktor der Universität Köln, bekannter flämischer Dichter, ferner Dr. Borms, Aktivist von 1914/1918 und Professor Dr. Jacobs (sic), Universitätsprofessor in Hamburg u. Gent. Alle Vorgenannten sind keine Mitglieder der Deutsch-Flämischen Arbeitsgemeinschaft ». « 2. La *Landsleiding* se compose de membres, qui représentent le monde flamand, tels Cyriel Verschaeve, docteur honoris causa de l'Université de Cologne, écrivain flamand connu, le Dr. Borms, activiste de 1914-1918, et le Dr. Jacobs (sic), professeur aux Universités de Hambourg et de Gand. Les personnes précitées ne sont pas membres de la *DeVlag* ». A. Jacob était également conseiller pour le *SS-Hauptamt*. Voir A. DE JONGHE, *op. cit.*, p. 101, note 96. C. Verschaeve, Jacob et Rob. van Roosbroeck étaient en outre membres du Conseil culturel flamand pendant l'occupation.

(122) JVDW déclara que dans son optique le conseil consultatif devait, lors de la reconquête de la Flandre, se développer en un conseil secret, composé de personnalités éminentes. Leur tâche aurait été d'empêcher des décisions arbitraires, de conseiller pour les problèmes difficiles.

(123) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 177.

(124) BORMS, *op. cit.*, p. 94.

(125) Article *Vlaanderen Vrij en Groot*, écrit le 28 septembre 1944, lorsque tout espoir de réunir les Flamands n'était pas encore abandonné. Cet article était destiné à l'origine à *DeVlag*, mais cette revue ne paraissait plus. Il fut finalement publié dans le numéro du nouvel an de *Balming* (non conservé). Le texte est publié dans C. VERSCHAEVE, VIII, p. 506-511. Le passage mentionné ici se trouve à la page 506.

(126) *Ibidem*, p. 508.

(127) *Ibidem*, p. 509.

Ce même texte nous permet de comprendre les idées qui se trouvent à la base de l'attitude de Verschaeve. Le futur est formé par l'idée germanique et il ne sert plus à rien de discuter. On ne peut arrêter le cours de l'histoire :

« Des opinions divergentes envers la mère patrie germanique ne peuvent pas non plus nous dérouter. Non pas de libre choix, mais la dure évolution de l'histoire, qui, de par le monde, conduit l'humanité vers la formation de grandes masses et de rapports d'espace comme étant les seules possibilités de vie, un développement qui, entamé il y a des siècles, est devenu maintenant une loi mondiale évidente. Tout ceci conduit la Flandre et tous les petits peuples germaniques vers la grande unité germanique. Le salut et la vie en dépendent et aucune vie autonome ne peut se perdre dans ce mouvement » (128).

On peut même dire qu'il est au bord des larmes lorsqu'il constate que cette unité ne se réalise pas, que certains ne veulent plus lutter pour ce grand but : une Flandre libre.

« L'heure est venue également pour la Flandre. Qu'elle passe cette heure avec courage et clarté ! Ma chère Flandre, pour toi et pour tout ce qui m'est cher en Flandre » (129).

Même plus tard, lorsqu'il commença à douter lui-même de la victoire allemande, Verschaeve insista encore pour que cette unité se réalise.

« De futilités. Il ne s'agit pas d'autre chose si l'on parle maintenant de nourriture et de logements, d'Allemands et de Flamands, de groupes et de personnes, du VNV et de la *De Vlag*, du N.S.K.K. et de la *Grenadierdivision*, etc... « L'ennemi est à vos portes et vous délibérez ! » s'écriait Mirabeau : je pourrais le transposer comme suit : La mort est à vos portes et vous bavardez ! » (130).

La mort pour Verschaeve est le Bolchévisme et il le voyait s'approcher comme dans un cauchemar :

« Les loups de la steppe sont lâchés, la loi de la jungle veut gouverner le monde, la loi de la gueule. Les Russes arrivent et hurlent... Satan surgit à l'Est » (132).

Ce fut le VNV, surtout sous l'impulsion de son chef, le Dr. H.J. Elias, qui forma le plus grand obstacle à cette union de tous les Flamands. La direction du VNV avait atterri finalement à Lippstadt dans les premiers jours de sep-

(128) *Ibidem*.

(129) *Ibidem*, p. 511.

(130) C. VERSCHAEVE, *Het gaat om alles tegen alles*, paru dans *Vlaanderen Vrij*, 1er mars 1945.

(131) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 693.

(132) *Id.*, *Het gaat om alles tegen alles*. Vu sous cette optique, on comprend très facilement la lettre de Verschaeve à Himmler du 11 novembre 1944. Son espoir en cette unité et les abus l'incitèrent à l'écrire. (Cfr. note 92). Il ne peut comprendre l'attitude d'Elias et de Turcksin. Ils ne pouvaient pas dans ces circonstances difficiles saboter le recrutement pour la *Volksgrenadierdivision Flandern* (nom donné à l'origine à la *Langemarck*). Certaines pages de son journal illustrent la confiance de Verschaeve en Himmler, notamment à propos de son entretien avec Himmler en juillet 1944. C. VERSCHAEVE, VIII, p. 669-682.

tembre. Vu ses expériences antérieures — la politique de collaboration avait été une suite de désillusions (133) — et convaincu que l'Allemagne ne pouvait plus gagner la guerre, Elias avait décidé que le VNV ne serait pas une formation politique en Allemagne. En effet, il n'y avait plus de territoire flamand libre et les membres du VNV étaient soit dispersés en Allemagne, soit restés en Flandre (134). Après avoir rencontré Grohé et Reeder le 13 septembre à Cologne, Elias prit la décision de ne pas coopérer à un gouvernement d'émigrés (135). A cette époque, Jef Van de Wiele était également à Cologne, où il continuait à développer la *De Vlag* en tant qu'organisation. Toutefois, Elias déclara à Grohé être disposé à coopérer avec le NSV en vue de pourvoir aux besoins des réfugiés. Après cet entretien, il put créer un secrétariat à Lippstadt (136) et à Lüneburg (137). Elias communiqua également aux membres du VNV, qu'en tant que hôtes d'un pays belligérant où ils avaient cherché protection lors de leur fuite, ils ne pouvaient s'occuper de politique. Ils pouvaient travailler et se rendre utiles même dans l'industrie de guerre. C'est le prix à payer pour la protection. Mais les membres du VNV ne pouvaient rien entreprendre qui rendrait encore plus difficile la position des membres restés en Belgique (138). Toutefois lorsque le chef du VNV se présenta au *Gauleiter* du Hanovre oriental, pour rendre des services dans le cadre du N.S.V., on lui répondit que cette offre n'avait pas de sens. Van de Wiele avait été désigné comme *Landsleider* et s'occuperait personnellement de tous ces problèmes (139). Malgré tout, les deux secrétariats furent créés et le secrétaire-général adjoint du VNV, le Dr. P. Wynendaele, se mit à l'œuvre pour rechercher les membres du VNV dispersés en Allemagne et pour leur communiquer les directives. Quelque deux cents cellules furent créés, qui essayèrent de faire appliquer le plus possible le conseil donné par la direction du VNV : ne pas s'engager aux *Waffen-SS* (140).

Entretiens Elias apprit la création d'un « Conseil du peuple » pour les Flamands, sous la direction de Van de Wiele, et d'une *Volksgrenadierdivision* « *Flandern* ». Pour renforcer les effectifs de la division, Van de Wiele et les instances qui l'aidaient à cette époque, exercèrent une pression sur les mem-

(133) DE BECKER, *op. cit.*, p. 66 : « A la fin de la guerre, non seulement les milieux modérés de la collaboration, mais aussi les chefs du VNV et un grand nombre de Légionnaires étaient définitivement édifiés quant aux intentions allemandes et à leurs capacités politiques ».

(134) HJE. — Communication de Joris Vansteenland, 24 juillet 1971 (ci-après JVS). — Également DE BECKER, *op. cit.*, p. 20 : « Lorsque, à la libération du territoire, le Dr. Elias et son Etat-major se réfugièrent en Allemagne, ils refusèrent de se livrer encore à quelque activité politique ».

(135) HJE. Également L(ouis) D(e) L(entdecker), *Dr. H. Elias, gewezen VNV-leider voor het militair gerechtsbos*, dans *De Standaard*, 20 septembre 1947 : « ... Lors de la libération Elias partit en Allemagne. Il affirme qu'on lui demanda de continuer à travailler avec Degrelle et Van de Wiele, mais qu'il refusa et qu'on lui assigna une résidence obligatoire où il fut arrêté plus tard... ».

(136) JVS.

(137) HJE.

(138) E. DE V., *Dr. Elias, VI, Het einde van het spel*, dans *'t Pallieterke*, 16 octobre 1969.

(139) HJE.

(140) E. DE V., *op. cit.*

bres de la Garde Flamande, de la *Flakbrigade*, des régiments NSKK, et firent de la propagande pour inciter les travailleurs à s'enrôler (141). Elias alla trouver Grohé pour protester contre ce recrutement et contre le transfert des formations de Garde vers les *Waffen-SS* (142). Le résultat de ces interventions et de ces directives fut que les SS devinrent méfiants vis-à-vis d'Elias et qu'il reçut une résidence quasiment imposée à Lippstadt (143). Ce qui n'empêche que des officiers SS, dont le *SS-Sturmbannführer* du RSHA Süß, essayeront encore plus tard d'inciter Elias à coopérer.

Toutefois, petit à petit, les activités de la *Landsleiding* prirent forme. Les personnes qui s'étaient groupées autour de Van de Wiele à Bad-Pyrmont, reçurent certaines missions. Chacun devait étudier tous les problèmes qui pouvaient surgir dans sa branche (144). On échangea des idées et on nota les opinions (145). La *Landsleiding* s'organisait donc. A la tête se trouvait le Dr. Van de Wiele. Son autorité en matière politique ne pouvait être discutée (146). Himmler lui avait confié la mission d'élaborer un statut pour un *Reichsland Vlaanderen* (147). Il traitait lui-même tous les problèmes qui se posaient avec les autorités allemandes compétentes, notamment avec Berger et avec le *SS-Hauptamt* et avec les représentants du ministère allemand des Affaires étrangères. Il promulguait les ordres, par exemple en matière de service de travail obligatoire (148) et de service obligatoire de la jeunesse (149) ; au sein

(141) *Id.* — ARTHUR DE BRUYNE, *De Kwade Jaren I*, Brecht, De Roerdomp, 1971. Dans la partie *Oostfronters*, p. 88-89.

(142) HJE.

(143) LÉON DEGRELLE, *La cobue de 40*, p. 480 : « Manœuvres dramatique qui firent, en octobre 1944, du dernier « Leider » du VNV, le Dr. Elias, Germain convaincu mais Flamand intelligent, tenace et digne, un demi-prisonnier, confiné dans un village westphalien, avec interdiction de quitter la région et d'exercer la moindre activité politique ». Degrelle oubliait — ou ne le savait-il pas ? — qu'Elias avait décidé lui-même de ne plus exercer d'activités politiques.

(144) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 173.

(145) ED.

(146) RVR ; ED ; PLR.

(147) *Vortragsnotiz betr. Arbeiten des Landesleitung Flandern*, de Wagner, novembre 1944 : « Die Arbeiten der Landesleitung geben zurück auf einen Dr. van de Wiele vom RFSS erteilten Auftrag, ein Statut für ein Reichsland Flandern auf den verschiedenen Lebensgebieten aufzustellen, ... ». « Le travail de la Landesleitung est basé sur la mission que Van de Wiele a reçue du RFSS, d'élaborer un statut pour la Flandre en différents domaines ».

(148) Lettre de Van de Wiele à Himmler, 8 novembre 1944. « Arbeitsdienst- und Jugenddienstpflicht, beides als Vorbereitung der demnächst mit Ihrem Einverständnis einzuführende Wehrpflicht, wurden bereits durchgeführt ». « Le service du travail obligatoire et le service de la jeunesse, comme préparation au service militaire ultérieur introduit avec votre accord, ont été instaurés ».

(149) *Idem.* Egalement « Communications de la *Landsleiding*. Le *Landsleider*, le Dr. Van de Wiele, communique : appel aux hommes flamands des années 1926-1927, obligation de se faire inscrire. Suite à la création du service de la jeunesse, j'ordonne : tous les hommes flamands des années 1926-27 doivent se faire connaître par écrit avant le 20 novembre 1944, date limite, au *Reichsjugendführung Germanische Jugend, Sonderstab, Vlaanderen*, Berlin-Charlottenburg 9, Kaiserdamm 45-46. En se faisant connaître, l'intéressé aura la possibilité de participer à un camp sportif de préparation militaire. La lettre devra comporter les données suivantes : *Gau*, nom et prénom, lieu et date de naissance, nationalité, appartenance, profession, adresse de l'entreprise, adresse personnelle. (signé) Le *Landsleider* Dr. Jef Van de Wiele », dans *De Vlaamsche Post*, 22 novembre 1944.

de la *Landsleiding*, il désignait les responsables, les *chargés de pouvoir*. Bref, il était le *Landsleider* par excellence. En outre, existaient le conseil consultatif que nous avons déjà mentionné ainsi que les différents collaborateurs. D'une vingtaine au début du mois de septembre (150), ce nombre s'accrut de telle sorte qu'après l'assemblée générale du 26 octobre 1944, on décida de créer quatre grandes subdivisions de la *Landsleiding*. Verschaeve prononça le discours d'ouverture à l'assemblée générale. Il y souligna la mission des « exilés » et l'attitude qu'ils devaient adopter à l'égard des Allemands. Les Flamands devaient devenir un peuple-frère des Allemands et non pas un peuple d'esclaves (151). Mais les Allemands devaient également apprendre quelque chose.

« Le mouvement flamand ne peut plus être considéré uniquement comme un « petit remède d'appoint ». L'administration (allemande) ne peut plus essayer de se faire bien voir « par tous les éléments que comprend ce méli-mélo qu'est la Belgique », ni laisser « toutes les positions clés aux mains de l'ennemi ». En Belgique la Flandre était la seule base sur laquelle l'Allemagne pouvait construire... non pas un temple allemand, mais un flamand qui s'orienterait lui-même vers l'Est ».

Les Allemands doivent en tenir compte (152). Et la Flandre doit rester telle qu'elle est : « Ce qui nous est propre, doit le rester » (153).

Wagner, fonctionnaire des Affaires étrangères, assistait à cette réunion. Dans son rapport, il nota qu'un exposé était consacré aux frontières de la

(150) ED.

(151) J.R. HERMANS, *op. cit.*, p. 117. Ceci n'est pas en contradiction avec les informations données concernant Verschaeve. L'attitude de Verschaeve est très difficile à comprendre. D'une part, il attachait une très grande importance aux « liens du sang » que la Flandre (ce qui pouvait soit signifier la Flandre, soit englober tous les Pays-Bas) et l'Allemagne avaient en commun. D'autre part, il comprenait parfaitement que la politique de l'Allemagne à l'égard de la Flandre n'était pas la bonne. Tout comme il craignait d'ailleurs que le retour des Flamands avec les vainqueurs allemands, ne provoque un accueil mitigé. « L'Allemagne et les faiseurs de projets d'une Flandre nouvelle au sein du Reich doivent se faire pardonner beaucoup, ils doivent gagner la Flandre à eux, et reconquérir la Flandre une deuxième fois sera incontestablement deux fois plus difficile que la première. Ceux qui ont été blessés, traumatisés, meurtris doivent être ménagés. La Flandre l'a été » (C. VERSCHAEVE, VIII, p. 534). « Maintenant que les besoins rapprochent à nouveau la Flandre et l'Allemagne et leur donnent la possibilité de se retrouver par l'affection, souhaitons que la chance qui a été gaspillée au cours des quatre années d'occupation, revienne à l'esprit et que l'on ne commette plus une nouvelle faute au départ » (*Ibidem*, p. 533). Mais peut-être pouvons-nous mieux comprendre Verschaeve en citant ce passage de ses mémoires : « Voir de la petitesse me tourmente. Je ne comprends pas la joie maligne de ceux qui se complaisent à voir cette petitesse... Je n'ai toujours désiré que la grandeur et rien que la grandeur tant en pensées qu'en actes : l'espace infini, la longue ligne droite, l'unité de la diversité des astres » (*Ibidem*, p. 502). « Mais dans l'avenir germanique de la Flandre, la Flandre gardera ses droits sur tout ce qui lui revient de droit. Tout ce que la Flandre irradie brillera comme une auréole perpétuelle autour de ses tempes. Elle entrera fière, la tête haute, dans le cercle des peuples germaniques, comme un peuple adulte qui a crû, s'est fixé et s'est glorifié dans sa propre nature » (*Ibidem*, p. 492).

(152) C. VERSCHAEVE, VIII, p. 532.

(153) *Ibidem*, p. 533.